



11 juin 2021
Communiqué de presse

"Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais"

Si les ultralibéraux de Renew, le groupe au Parlement européen dans lequel siège LREM, sont parmi les critiques les plus vocaux des gouvernements conservateurs en Pologne et en Hongrie, ils sont soudainement tous muets quand il s'agit de condamner le conflit d'intérêts et la corruption attestés du Premier Ministre tchèque libéral Andrej Babiš. La délégation de la France Insoumise au Parlement européen dénonce l'honteuse abstention des libéraux sur la résolution du Parlement européen sur le conflit d'intérêts au plus haut niveau du gouvernement tchèque et impliquant le parti ANO, allié libéral tchèque de LREM.

Les craintes exprimées à maintes reprises ces dernières années par le Parlement sur l'influence exercée par le Premier Ministre Babiš sur l'attribution de subventions de l'UE tout en conservant un contrôle du conglomérat agroalimentaire Agrofert ont été confirmées par la Commission européenne dans un rapport d'audit publié au mois d'avril de cette année.

Le Parlement européen s'est saisi des conclusions de ce rapport d'audit pour rédiger une résolution condamnant fortement la situation de conflit d'intérêts, et exprimant les inquiétudes sur le fait qu'aucune action ou proposition n'est avancée par le gouvernement tchèque pour résoudre cette situation qui porte atteinte aux valeurs de l'Union et à la bonne gestion des ressources, remettant en cause le respect de l'État de droit. Dans sa résolution, le Parlement exprime également des inquiétudes concernant les pressions politiques contre l'indépendance du système judiciaire et des médias, sous influence du parti libéral au pouvoir.

La délégation de la France Insoumise au Parlement européen a fortement soutenu cette proposition de résolution, au sein de la commission du Contrôle budgétaire ainsi qu'en plénière.

Nous attendions du groupe européen de LREM, qui ne manque jamais une occasion de dénoncer les gouvernements hongrois et polonais, un soutien à cette résolution. Or, la délégation de LREM ainsi que la grande majorité du groupe Renew a préféré s'abstenir de condamner leur allié libéral tchèque devant une intolérable situation de corruption. En clair, avec LREM au Parlement européen, c'est faites ce que je dis, pas ce que je fais !

La délégation France Insoumise et l'ensemble de notre groupe politique condamne sans réserve les violations de l'Etat de droit quelles qu'elles soient, que le gouvernement en question soit conservateur, libéral ou socialiste.

Délégation France insoumise au Parlement européen